



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives.....	4
Aperçu général	4
Acquisition de APPH.....	5
Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X.....	5
Résultats d'exploitation.....	5
Opérations sur devises.....	5
Ventes consolidées.....	6
<i>Répartition géographique des ventes</i>	7
Marge brute	8
Frais de vente et d'administration.....	8
Résultat opérationnel.....	8
Frais financiers	9
Frais de restructuration.....	9
Charge d'impôt sur le résultat.....	9
Résultat net.....	10
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global.....	10
Situation de trésorerie et sources de financement	11
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	11
<i>Activités d'exploitation</i>	11
<i>Activités d'investissement</i>	13
<i>Activités de financement</i>	13
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	14
Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA »), régime d'unités d'actions différées (« UAD ») et régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »).....	15
Bilans consolidés.....	16
Aide gouvernementale.....	18
Engagements, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités.....	18
Modifications de méthodes comptables.....	19
Contrôles et procédures internes.....	19
Risques et incertitudes	20
Données financières trimestrielles choisies.....	21
Perspectives	21
Renseignements supplémentaires et information continue	22

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2014 et le 30 septembre 2014. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2014 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos les 30 juin 2014 et la période de six mois close le 30 septembre 2014, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités établis conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »), le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté pour évaluer sa performance financière. Ces mesures financières n'ont pas de sens normalisé prescrit par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction de la Société et les investisseurs estiment toutefois que ces mesures leur procurent une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

(en milliers \$)	Trimestres clos les 30 septembre		Six mois clos les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net	3 273	2 584	6 773	5 398
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	431	(486)	1 119	488
Frais financiers	1 270	963	2 974	1 686
Charge d'amortissement	4 241	3 193	8 358	6 429
BAIIA	9 215	6 254	19 224	14 001
Frais connexes à l'acquisition	—	264	—	264
Frais de restructuration	763	—	1 114	—
BAIIA ajusté	9 978	6 518	20 338	14 265

Pour le premier trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, l'augmentation du BAIIA ajusté par rapport au précédent exercice reflète essentiellement les résultats de APPH (acquise le 3 février 2014), de même qu'une amélioration de la marge brute, en partie contrebalancés par une hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

(en milliers \$, sauf les données par action)	Trimestres clos les 30 septembre		Six mois clos les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net	3 273	2 584	6 773	5 398
Frais liés à l'acquisition, après impôts	—	210	—	210
Frais de restructuration, après impôts	566	—	822	—
Résultat net ajusté	3 839	2 794	7 595	5 608
Bénéfice par action – de base et dilué	0,09	0,08	0,20	0,17
Frais liés à l'acquisition, après impôts	—	0,01	—	0,01
Frais de restructuration, après impôts	0,02	—	0,02	—
Bénéfice par action ajusté – de base et dilué	0,11	0,09	0,22	0,18

Se reporter aux rubriques qui suivent pour obtenir des explications sur les variations du résultat net et du bénéfice par action, de base et dilué, durant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, par rapport au précédent exercice.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des activités à venir, certaines déclarations de la présente analyse (y compris celles présentées à la rubrique intitulée « Perspectives ») constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers; la réussite de l'intégration de APPH; les risques de litiges et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, le développement, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation).

Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis (ensemble, « APPH »), des filiales de la société BBA Aviation Plc. APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») et au marché des pièces de rechange. Les principales activités de APPH Limited sont basées à Runcorn et Nottingham, au Royaume-Uni et celles de APPH Wichita, Inc. à Wichita, au Kansas. À la suite de l'acquisition, la Société couvre désormais le marché européen, en plus d'avoir accru et diversifié sa clientèle.

Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe, à la suite de l'acquisition de APPH. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, à Wichita, au Kansas, ainsi qu'à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton (« Bolton ») qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

Acquisition de APPH

Le 3 février 2014, la Société a signé une entente visant l'acquisition de la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc. basée aux États-Unis (collectivement, « APPH »), auprès de BBA Aviation Plc (LSE : BBA), pour une contrepartie de 124,2 millions de dollars US (138,7 millions de dollars), déduction faite de la trésorerie acquise de 3,8 millions de dollars US (4,3 millions de dollars). L'opération a été financée au moyen des liquidités disponibles de la Société pour un montant de 54,9 millions de dollars US (61,3 millions de dollars) et de sa facilité de crédit existante pour un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars).

APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange. APPH se spécialise dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et le soutien après-vente de trains d'atterrissage et de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux aéronefs civils et militaires à voilure fixe et tournante. Héroux-Devtek a fait l'acquisition de quatre usines situées au Royaume-Uni et d'une autre à Wichita, au Kansas. Ces usines comptent au total environ 400 employés, dont 40 professionnels œuvrant au sein du service d'ingénierie de conception. Les principaux programmes de conception auxquels participe APPH comprennent notamment les systèmes de trains d'atterrissage des appareils Hawk (BAE Systems), SAAB 340, SAAB 2000, SAAB Gripen, AW101 (AgustaWestland), C27J Spartan (Alenia) et EC175 (Airbus Helicopters).

L'acquisition de APPH élargit la présence géographique de la Société sur le marché européen, procure à la Société du contenu important dans le cadre de plusieurs programmes d'envergure, accroît et diversifie davantage la clientèle de la Société et augmente son exposition à l'attrayant marché des pièces de rechange. Du fait qu'elle tire la majeure partie de ses revenus de programmes en vertu desquels elle est titulaire des droits sur les dessins dans le cadre de mandats valides pour la durée de vie utile des appareils, APPH procure aussi à Héroux-Devtek une proportion accrue de programmes de produits propriétaires par rapport aux activités de fabrication sur devis.

Dans la présente analyse, la direction explique les résultats consolidés pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014 qui englobent ceux de APPH. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats de l'exercice en cours afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre, abstraction faite de l'acquisition.

Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X

En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société The Boeing Company (« Boeing ») pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing B-777 et B-777X. Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de la Société.

En vertu du contrat à long terme, HDI Landing Gear USA Inc. fournira des systèmes complets de trains d'atterrissage, y compris les trains d'atterrissage principaux et avant, ainsi que la contrefiche longitudinale du train avant. Le contrat englobe aussi la fabrication de pièces de rechange qui seront vendues par Boeing sur le marché secondaire. Aux termes du contrat pluriannuel, les livraisons commenceront au début de l'année civile 2017 avec une option de prolongation du contrat jusqu'en 2028.

Afin de mener à bien cet important contrat à long terme, la Société a mis en place un plan d'investissement d'environ 90 millions de dollars, échelonné pour l'essentiel sur les exercices financiers de la Société qui prendront fin les 31 mars 2015 et 2016, en lien direct avec ce contrat. Les investissements comprendront l'expansion du réseau d'installations existant et l'acquisition de machinerie et d'équipement de pointe pour la fabrication de composants et l'assemblage de systèmes. Les investissements s'ajouteront aux dépenses en immobilisations prévues pour maintenir les installations et équipements existants qui sont actuellement évaluées à environ 30 millions de dollars au cours de cette période de deux ans (voir plus bas).

Le plan d'investissement sera financé pour l'essentiel au moyen des liquidités disponibles de la Société et de sa facilité de crédit existante, de même que par le biais de nouveaux contrats de location-financement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements à l'étranger, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US et en livres sterling (« GBP »). Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen du trimestre. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés et traités comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux méthodes comptables de la Société. Aux dates des bilans, les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger.

Les taux de change moyens pour les trimestres et les périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013, ainsi que les taux de clôture au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014 s'établissaient comme suit :

\$ Canadien/équivalent 1 \$ US	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Taux moyen pour les trimestres clos les	1,0893	1,0385
Taux moyen pour les périodes de six mois closes les	1,0899	1,0309
\$ Canadien/équivalent 1 \$ US	30 septembre 2014	31 mars 2014
Taux de clôture	1,1200	1,1055
\$ Canadien/équivalent 1 GBP	30 septembre 2014	30 septembre 2013
Taux moyen pour les trimestres clos les	1,8168	—
Taux moyen pour les périodes de six mois closes les	1,8261	—
\$ Canadien/équivalent 1 GBP	30 septembre 2014	31 mars 2014
Taux de clôture	1,8157	1,8430

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, les valeurs moyennes du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, ont diminué respectivement de 4,9 % et 5,7 % d'un exercice à l'autre, et cette baisse a eu un impact positif sur les ventes et les résultats libellés en dollars US de la Société, y compris ceux des activités canadiennes, mais excluant les fluctuations des contrats de change à terme. Les variations des taux de clôture présentés ci-dessus (« taux de change ») depuis le 31 mars 2014 ont eu un impact favorable (gain) sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la clôture de ce trimestre, mais ont une incidence négative (perte) sur les postes du bilan libellés en livres sterling. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 septembre 2014, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 121,8 millions de dollars américain à un taux de change moyen pondéré de 1,0778. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois d'octobre 2014 et mars 2018, mais principalement au cours du présent exercice financier et du prochain exercice financier.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 27,7 millions de dollars, soit 49,1 %, au deuxième trimestre clos le 30 septembre 2014 pour s'établir à 84,1 millions de dollars, comparativement à 56,4 millions de dollars lors du précédent exercice. Si l'on exclut les ventes de 23,5 millions de dollars générées par l'acquisition de APPH, les ventes consolidées se sont chiffrées à 60,6 millions de dollars, ce qui représente une progression de 4,2 millions de dollars, ou 7,5 % par rapport aux ventes réalisées l'an dernier. Ceci s'explique par un accroissement des ventes dans le secteur commercial de 2,6 millions de dollars, ou 9,4 %, résultant principalement d'une augmentation des ventes liées à certains programmes de gros porteurs commerciaux, et par la mise en production du nouveau programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer. La progression des ventes consolidées traduit également une augmentation des ventes de produits militaires de 1,7 million de dollars, ou 5,7 %, essentiellement attribuable à un accroissement du volume des ventes réalisées dans le cadre du programme de l'hélicoptère CH-47 de Boeing. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 1,5 million de dollars, ou 2,7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées ont progressé de 51,1 millions de dollars, soit 42,8 %, pour atteindre 170,5 millions de dollars, comparativement à 119,4 millions de dollars l'an dernier. Si l'on exclut les ventes de 47,7 millions de dollars générées par l'acquisition de APPH, les ventes consolidées se sont élevées à 122,8 millions de dollars, en hausse de 3,4 millions de dollars, ou 2,9 %, par rapport à l'an dernier. Cette progression est attribuable à un accroissement des ventes de 7,4 millions de dollars, ou 13,4 %, dans le secteur commercial, découlant des mêmes raisons que celles indiquées plus haut, en partie contrebalancé par un recul de 4,0 millions de dollars, ou 6,2 %, des ventes de produits militaires. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 3,7 millions de dollars, ou 3,1 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>				<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>			
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	<u>Variation</u> (en milliers \$) %		2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	<u>Variation</u> (en milliers \$) %	
Commercial	37 521	27 034	10 487	38,8	80 850	55 274	25 576	46,3
Militaire ⁽¹⁾	46 565	29 368	17 197	58,6	89 644	64 100	25 544	39,9
Total	84 086	56 402	27 684	49,1	170 494	119 374	51 120	42,8

(1): Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et des gouvernements.

Les ventes commerciales ont progressé de 10,5 millions de dollars, soit 38,8 % au cours du trimestre, pour atteindre 37,5 millions de dollars, comparativement à 27,0 millions de dollars lors du précédent exercice. Depuis le début de l'exercice, elles s'élèvent à 80,9 millions de dollars, en hausse de 25,6 millions de dollars, ou 46,3 %, comparativement à 55,3 millions de dollars l'an dernier. Si l'on exclut celles générées par les activités de APPH, les ventes commerciales ont augmenté de 2,6 millions de dollars, ou 9,4 %, pour le trimestre et de 7,4 millions de dollars, ou 13,4 % depuis le début de l'exercice. Cette hausse est attribuable à l'accroissement des cadences de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, essentiellement ceux des B-777 et B-787, ainsi qu'à une augmentation des ventes dans le marché des jets d'affaires principalement liée à la mise en production du nouveau programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer.

Les ventes de produits militaires ont enregistré une hausse de 17,2 millions de dollars, soit 58,6 %, au cours du trimestre, pour s'élever à 46,6 millions de dollars, comparativement à 29,4 millions de dollars un an auparavant. Depuis le début de l'exercice, elles affichent une hausse de 25,5 millions de dollars, soit 39,9 % et s'établissent à 89,6 millions de dollars, contre 64,1 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut celles générées par les activités d'APPH, les ventes de produits militaires ont augmenté 1,7 million de dollars, ou 5,7 %, au cours du trimestre, mais de 4,0 millions de dollar plus bas ou 6,2 %, depuis le début de l'exercice. Cette progression des ventes de produits militaires durant le trimestre est attribuable à un accroissement du volume des ventes liées au programme du F-35 et à celui de l'hélicoptère CH-47 de Boeing, en partie contrebalancé par un ralentissement des activités de réparation et d'entretien et par un recul des ventes de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron résultant d'une baisse de la demande des clients. Depuis le début de l'exercice, la baisse des ventes de produits militaires est attribuable à une demande moins élevée pour des pièces de rechange principalement dans le cadre du programme du C-5A, ainsi qu'au ralentissement des activités de réparation et d'entretien réalisées pour le gouvernement américain, en partie compensés par un accroissement du volume des ventes liées au programme du F-35 et à celui de l'hélicoptère CH-47 de Boeing. Cette baisse des ventes de produits militaires traduit également un recul des ventes de boîtiers électroniques et de caissons réalisées par l'usine Magtron. La baisse des ventes de produits militaires traduit la faiblesse du marché militaire aux États-Unis, comme en témoigne la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine ces dernières années.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la Société s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u> <u>30 septembre</u>		<u>Six mois clos les</u> <u>30 septembre</u>	
	2014 (%)	2013 (%)	2014 (%)	2013 (%)
Canada	21	35	22	34
États-Unis	53	59	51	61
Royaume-Uni	11	—	12	—
Autres pays	15	6	15	5
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes au deuxième trimestre et depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes réalisées au Royaume-Uni et dans d'autres pays, essentiellement d'autres clients européens, par suite de l'acquisition de APPH, jumelé à un recul des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute consolidée s'est établie à 13,1 millions de dollars pour le trimestre, soit 15,6 % des ventes, en hausse de 5,2 millions de dollars, ou 1,6 %, par rapport à 7,9 millions de dollars, ou 14,0 % des ventes l'an dernier. Depuis le début de l'exercice, la marge brute s'élève à 27,3 millions de dollars, soit 16,0 % des ventes, en hausse de 10,2 millions de dollars ou 1,7 % des ventes, comparativement à 17,0 millions de dollars, ou 14,3 %, l'an dernier.

L'augmentation, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, est attribuable à l'acquisition de APPH, en raison notamment de sa composition des ventes plus avantageuse durant les six premiers mois de l'exercice. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, la marge brute, exprimée en pourcentage des ventes, a augmenté de 0,8 % pour le trimestre et de 0,4 % pour la période de six mois close le 30 septembre 2014, par rapport aux mêmes périodes du précédent exercice, pour s'établir à 14,8 % et 14,7 % respectivement, en dépit d'incidences défavorables de 1,0 % et 0,7 % des fluctuations des devises. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars US, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, si l'on exclut l'acquisition de APPH, l'augmentation de la marge brute consolidée, tant en dollars qu'en pourcentage des ventes, est attribuable à une amélioration de l'efficacité et à une composition des ventes plus avantageuse dans le marché militaire des pièces de rechange. Depuis le début de l'exercice, elle traduit également une diminution des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau système de trains d'atterrissage, par rapport à l'exercice précédent, contrebalancée par une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication résultant d'un ralentissement des activités de réparation et d'entretien, comme il est expliqué plus haut.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u> <u>30 septembre</u>		<u>Six mois clos les</u> <u>30 septembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
Frais de vente et d'administration (en milliers \$)	7 350	4 546	15 288	9 187
Pourcentage des ventes	8,7 %	8,1 %	9,0 %	7,7 %

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 7,4 millions de dollars, soit 8,7 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, en hausse de 2,8 millions de dollars, ou 0,6 % des ventes, par rapport à ceux de 4,5 millions de dollars, ou 8,1 % des ventes, engagés un an plus tôt. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, les frais de vente et d'administration se sont établis à 5,2 millions de dollars, soit 8,5 % des ventes. Cette augmentation en dollars est essentiellement attribuable à une hausse de 0,3 million de dollars de la charge d'options sur actions ainsi qu'à l'adoption par la Société d'un régime d'unités d'actions liées au rendement (« régime d'UAR ») à l'intention des dirigeants et des employés clés pour un montant de 0,4 million de dollars – voir la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés, jumelé à des frais supplémentaires engagés en lien avec le contrat du Boeing B-777, en partie contrebalancés par un gain de change de 0,3 million de dollars, réalisé durant le trimestre, découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, comparativement à une perte de change de 0,1 million de dollars lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2014, les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 15,3 millions de dollars, soit 9,0 % des ventes cette année, comparativement à 9,2 millions de dollars, ou 7,7 % des ventes l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 10,7 millions de dollars, ou 8,7 % des ventes. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une hausse de la charge d'options sur actions de 0,6 million de dollars et à une charge liée au régime d'UAR de 0,4 million de dollars, comme il est expliqué plus haut, jumelées à un gain négligeable depuis le début de l'exercice découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, comparativement à un gain de 0,4 million de dollars lors du précédent exercice.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 5,7 millions de dollars, soit 6,8 % des ventes, pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, reflétant la contribution de APPH, comparativement à 3,1 millions de dollars, ou 5,4 % des ventes, lors du précédent exercice. Si l'on exclut l'acquisition de APPH, le résultat opérationnel de la Société s'est élevé à 3,8 millions de dollars, soit 6,3 % des ventes, pour le trimestre, ce qui reflète l'augmentation de la marge brute en partie contrebalancée par la hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2014, le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 12,0 millions de dollars, ou 7,0 % des ventes, comparativement à 7,6 millions de dollars, ou 6,3 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'acquisition de APPH, le résultat opérationnel de la Société s'est chiffré à 7,3 millions de dollars, ou 6,0 % des ventes, ce qui reflète l'augmentation de la marge brute contrebalancée par la hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,3 million de dollars et 3,0 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, alors qu'ils avaient totalisé, respectivement, 1,0 million de dollars et 1,7 million de dollars lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, l'augmentation des frais financiers d'un exercice à l'autre s'explique principalement par des hausses respectives des frais d'intérêt de 0,2 million de dollars et 0,8 million de dollars, attribuables à l'augmentation des montants prélevés sur la facilité de crédit de la Société à la suite de l'acquisition de APPH, jumelée à une hausse des intérêts au titre de la désactualisation des prêts plus élevés des autorités gouvernementales de 0,1 million de dollars et 0,2 million de dollars, respectivement. Depuis le début de l'exercice, l'augmentation des frais financiers comprend aussi une charge de 0,1 million de dollars qui reflète l'ajustement du taux d'actualisation relativement à des obligations liées à la mise hors service d'actifs, comparativement à un gain de 0,2 million de dollars l'an dernier.

Frais de restructuration

Le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande sur le marché secondaire des produits militaires par le gouvernement américain, la Société a annoncé un plan d'optimisation et de consolidation de sa capacité de production, tout en améliorant davantage la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés. De plus, à la suite de l'acquisition de APPH, la Société a engagé des frais de restructuration liés à l'intégration des activités, du personnel et des technologies de APPH à ses activités existantes.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 0,8 million de dollars et 1,1 million de dollars respectivement (aucun en 2013) qui comprennent des prestations de cessation d'emploi de 0,6 million de dollars et 0,8 million de dollars, ainsi que d'autres coûts connexes de 0,2 million de dollars et 0,3 million de dollars, respectivement. Au 30 septembre 2014, la tranche impayée des frais de restructuration est présentée dans les provisions à court terme pour un montant de 0,6 million de dollars (0,9 million de dollars au 31 mars 2014) et dans les autres passifs pour un montant de 0,5 million de dollars (0,3 million de dollars au 31 mars 2014) aux bilans consolidés de la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 0,4 million de dollars, comparativement à un recouvrement d'impôt de 0,5 million de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2013. Depuis le début de l'exercice, la charge d'impôt sur le résultat s'élève à 1,1 million de dollars, comparativement à 0,5 million de dollars lors de la même période du précédent exercice.

Le taux d'imposition effectif sur le résultat de la Société pour le trimestre s'est établi à 11,7 % (recouvrement de 23,2 % lors du précédent exercice), comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi (26,8 % l'an dernier). Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes de 0,5 million de dollars (0,1 million de dollars l'an dernier) et l'impact positif de 0,1 million de dollars (0,1 million de dollars l'an dernier) du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis. Lors du précédent exercice, la charge d'impôt sur le résultat comprenait également une réduction de 0,9 million de dollars des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2014, le taux d'imposition effectif de la Société s'est établi à 14,2 % (8,3 % l'an dernier), comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 26,7 % prévu par la loi (26,7 % l'an dernier). Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable de différences permanentes de 0,9 million de dollars (0,2 million de dollars l'an dernier) et l'impact positif de 0,1 million de dollars (négligeable l'an dernier) des différences de taux d'imposition auxquels les résultats des filiales étrangères sont assujettis. Lors du précédent exercice, la charge d'impôt sur le résultat comprenait également une réduction de 0,9 million de dollars des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale.

Résultat net

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la Société a enregistré un résultat net de 3,3 millions de dollars, soit 3,9 % des ventes (3,8 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes, si l'on exclut les frais de restructuration de 0,6 million de dollars, après impôts) et de 6,8 millions de dollars, ou 4,0 % des ventes (7,6 millions de dollars, ou 4,5 % des ventes, si l'on exclut les frais de restructuration de 0,8 million de dollars, après impôts), respectivement, comparativement à un résultat net de 2,6 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes (2,8 millions de dollars, ou 5,0 % des ventes, si l'on exclut les frais liés à l'acquisition de 0,2 million de dollars, après impôts) et de 5,4 millions de dollars, ou 4,5 % des ventes (5,6 millions de dollars, ou 4,7 % des ventes, si l'on exclut les frais liés à l'acquisition de 0,2 million de dollars, après impôts) lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net (en milliers \$) ^{(1) (2)}	3 273	2 584	6 773	5 398
Bénéfice par action – de base (\$)	0,09	0,08	0,20	0,17
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,09	0,08	0,20	0,17

(1) Déduction faite des frais de restructuration de 0,6 million de dollars et de 0,8 million de dollars, après impôts, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014.

(2) Déduction faite des frais liés à l'acquisition d'un montant de 0,2 million de dollars, après impôts, pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013.

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 33 871 207 pour la période de six mois close le 30 septembre 2014 et de 31 521 584 actions ordinaires pour la même période l'an dernier, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 33 986 219, pour la période de six mois close le 30 septembre 2014 et de 31 677 669 pour la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du 30 septembre 2013 au 30 septembre 2014 est essentiellement attribuable à l'émission d'actions dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants le 26 juin 2014 (voir plus bas) ainsi qu'à l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société au cours du deuxième trimestre de l'exercice en cours et du quatrième trimestre du précédent exercice.

Le 13 novembre 2014, soit au moment de la rédaction de la présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 35 934 585 actions ordinaires et 717 346 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 5,7 années.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les autres éléments de la perte globale inclus dans le résultat global sont essentiellement attribuables à des pertes sur évaluation des instruments financiers dérivés résultant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, et à des pertes sur couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Ils comprennent aussi des pertes sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société en raison essentiellement d'une diminution du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies. Ces variations négatives sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par un gain net réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, résultant principalement de l'appréciation de la devise américaine par rapport au dollar canadien.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2014, les autres éléments de la perte globale inclus dans le résultat global sont essentiellement attribuables à des pertes sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société résultant d'une diminution du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies et à des pertes nettes subies lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger attribuables à l'appréciation de la devise canadienne, par rapport à la livre sterling, en partie contrebalancées par un gain sur évaluation des instruments financiers dérivés résultant de l'appréciation de la devise canadienne, par rapport au dollar US, et par des gains réalisés sur couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger.

Situation de trésorerie et sources de financement

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Au 30 septembre 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 50,9 millions de dollars, comparativement à 47,3 millions de dollars au 31 mars 2014, et étaient détenus dans des comptes de placement principalement auprès de trois des cinq banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit ») consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars US, en livres sterling ou en euros, et viendra à échéance en mars 2019. La facilité de crédit comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter d'un montant additionnel de 75 millions de dollars, pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 30 septembre 2014, la Société avait prélevé un montant de 52,0 millions de dollars sur sa facilité de crédit, à la suite du remboursement effectué au cours du premier trimestre (voir plus bas), comparativement à 100,9 millions de dollars au 31 mars 2014. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats prévus, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 30 septembre 2014, la situation de dette nette de la Société se présentait comme suit :

	(en milliers \$)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	103 728
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	50 942
Situation de dette nette	52 786

⁽¹⁾ Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,4 million de dollars.

Activités d'exploitation

Au cours des trimestres et des périodes de six mois clos les 30 septembre, la Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation ainsi que ses activités abandonnées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies	7 804	4 685	16 282	11 837
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	8 138	(1 653)	6 715	(5 298)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	15 942	3 032	22 997	6 539
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées	(600)	—	(1 082)	(1 641)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	15 342	3 032	21 915	4 898

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, les augmentations de 3,1 millions de dollars et 4,4 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, sont principalement attribuables à une hausse du résultat net et de la charge d'amortissement, tous deux résultant de l'acquisition de APPH, jumelée à une réduction du recouvrement d'impôt différé (voir plus haut) et d'une augmentation de la charge d'options sur actions.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées comprennent des versements d'impôt finaux relatifs à l'exercice 2013, tandis qu'ils comprenaient un versement d'impôt sur le résultat de l'exercice 2013 au premier trimestre de l'exercice précédent.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Comptes clients	(1 495)	3 090	2 243	9 705
Stocks	2 314	1 094	2 072	(434)
Autres actifs à court terme	2 037	693	2 278	692
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (ci-après appelés « comptes fournisseurs »)	(1 362)	(4 162)	(9 909)	(9 703)
Facturations progressives	1 783	(1 353)	1 572	(4 750)
Avances de clients	4 839	—	9 826	—
Impôts à payer et à recevoir	(1 018)	(97)	(637)	(655)
Autres, incluant l'incidence des fluctuations du taux de change pour les filiales à l'étranger de la Société	1 040	(918)	(730)	(153)
	8 138	(1 653)	6 715	(5 298)

Pour le trimestre, l'augmentation des comptes clients reflète essentiellement l'incidence de la hausse du taux de change de clôture (\$ US/\$ CA) utilisé aux fins de conversion des soldes des comptes clients libellés en dollars US du trimestre, comparativement au premier trimestre. Pour le deuxième trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la baisse des stocks traduit une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, déduction faite de l'accroissement des stocks lié à l'augmentation du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial, tandis que la diminution des comptes fournisseurs est attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre, qui est, historiquement le trimestre le moins élevé de l'exercice en raison de la période des vacances et des arrêts de production dans les usines. Pour ces mêmes périodes, la réduction des autres actifs à court terme est principalement attribuable à une baisse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir qui reflète les montants reçus au cours des périodes, tandis que l'augmentation des facturations progressives et des avances de clients traduit essentiellement des paiements reçus d'un client relativement à des contrats à long terme.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs était attribuable à une baisse du volume des ventes au deuxième trimestre qui enregistre historiquement le volume le moins élevé de l'exercice en raison de la période des vacances et des arrêts de production dans les usines. Pour ces mêmes périodes, la réduction des facturations progressives reflétait une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires. La réduction des impôts à payer et à recevoir pour la période de six mois close le 30 septembre 2013 reflétait principalement un paiement d'impôt final effectué pour l'exercice 2013.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 156)	(3 340)	(14 335)	(6 521)
Dépôts – machinerie et équipement	(4 492)	557	(5 169)	90
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(1 366)	(2 269)	(1 414)	(5 264)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	223	47	430	47
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(10 791)	(5 005)	(20 488)	(11 648)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Acquisitions brutes d'immobilisations corporelles	7 604	3 795	15 644	6 066
Aide gouvernementale	(180)	(25)	(289)	(25)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	7 424	3 770	15 355	6 041
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs	(2 268)	(430)	(1 020)	480
Acquisitions, selon les états des flux de trésorerie	5 156	3 340	14 335	6 521

Les acquisitions d'immobilisations corporelles du trimestre et depuis le début de l'exercice se sont élevées respectivement à 7,4 millions de dollars et 15,4 millions de dollars (3,8 millions de dollars et 6,0 millions de dollars l'an dernier). Les augmentations des acquisitions d'immobilisations corporelles et des dépôts effectués sur de la machinerie et de l'équipement sont essentiellement liées aux investissements nécessaires à la réalisation du mandat de fourniture des systèmes complets de trains d'atterrissage pour le programme du B-777. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2015 s'élèveront à environ 75,0 millions de dollars, dont un montant de 58,0 millions de dollars lié au contrat du Boeing B-777.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprenait principalement des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de jets d'affaires.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Augmentation de la dette à long terme	1 316	—	19 936	—
Remboursement de la dette à long terme	(479)	(486)	(66 311)	(3 047)
Émission d'actions ordinaires	250	66	48 206	133
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 087	(420)	1 831	(2 914)

Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires pour un produit net de 47,9 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants (voir plus bas). Durant le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la Société a également reçu des contreparties totales en espèces de 0,3 million de dollars et 0,4 million de dollars, respectivement, à la suite de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions ») et de son régime d'options sur actions.

Le produit net de 47,9 millions de dollars tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants, ainsi qu'un montant de 16,2 millions de dollars prélevé sur la facilité de crédit de la Société, ont servi à rembourser 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) de dette au titre de sa facilité de crédit durant le premier trimestre. Les remboursements de la dette à long terme effectués cette année et lors du précédent exercice comprennent également le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement. Lors du précédent exercice, les remboursements de la dette à long terme comprenaient aussi le remboursement planifié d'un billet.

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, l'augmentation de la dette à long terme reflète aussi l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales de montants respectifs de 1,3 million de dollars et 3,7 millions de dollars, visant à soutenir des investissements dans des programmes de développement.

Au 30 septembre 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice financier en cours.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 30 septembre 2014, la Société comptait 35 928 158 actions ordinaires en circulation (31 620 482 au 31 mars 2014).

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2014, la Société a émis respectivement 46 460 et 4 307 676 actions ordinaires comme suit :

- i. Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ par action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, déduction faite des commissions de prise ferme et d'autres frais d'émission de 1,6 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, a été affecté au remboursement de la dette au titre de la facilité de crédit. Un montant d'impôt différé de 0,6 million de dollars a été comptabilisé relativement aux frais d'émission.
- ii. La Société a émis 11 460 et 16 805 actions ordinaires, respectivement, à des prix moyens pondérés de 10,14 \$ et 9,94 \$ en vertu de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat pour des contreparties totales en espèces respectives de 113 000 \$ et 169 000 \$.
- iii. La Société a émis 35 000 actions ordinaires, à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie totale en espèces de 184 000 \$. La juste valeur initiale de ces options sur actions, qui totalisait 136 000 \$, a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2013, la Société avait émis respectivement 8 771 et 18 107 actions ordinaires, en vertu de son régime d'achat d'actions pour des contreparties totales en espèces de 66 000 \$ et 133 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2014, 66 345 options sur actions ont été attribuées (aucune en 2013), 35 000 options sur actions ont été exercées (aucune en 2013), et aucune n'a été annulée (aucune en 2013).

Au 30 septembre 2014, 717 346 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 5,8 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 9,77 \$ (se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont élevées respectivement à 336 000 \$ et 39 000 \$ (27 000 \$ et 30 000 \$ en 2013) — se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Pour la période de six mois close le 30 septembre 2014, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont élevées respectivement à 646 000 \$ et 78 000 \$ (63 000 \$ et 61 000 \$ en 2013) — se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Au 30 septembre 2014, 1 639 781 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 223 980 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA »), régime d'unités d'actions différées (« UAD ») et régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non-salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, un certain nombre de DPVA émis avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 30 septembre 2014, 6 000 DPVA (27 000 au 30 septembre 2013), devant venir à échéance en août 2015, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 0,01 \$ (1,68 \$ l'an dernier). Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2014, 11 000 DPVA ont été exercés (12 000 au deuxième trimestre de 2013), aucun DPVA n'a été attribué (aucun en 2013) et aucun DPVA n'a été annulé (aucun en 2013).

Au 30 septembre 2014, 83 158 UAD étaient en cours (62 940 au 30 septembre 2013). Au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2014, 18 333 UAD ont été émises (aucune en 2013), aucune UAD n'a été exercée (12 362 au deuxième trimestre de 2013) et aucune UAD n'a été annulée (aucune en 2013).

Pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2014, les renversements de la charge au titre des DPVA se sont élevés respectivement à 5 000 \$ et 9 000 \$ (charge de 21 000 \$ et 42 000 \$ en 2013), tandis que les charges au titre des UAD se sont chiffrées respectivement à 64 000 \$ et 85 000 \$ (59 000 \$ et 117 000 \$ en 2013) — se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le 15 août 2014, la Société a adopté un régime d'UAR dans le cadre d'un régime de rémunération incitative à long terme à l'intention des dirigeants et des employés clés. Le régime d'UAR est non dilutif et est réglé en espèces. La valeur de chaque UAR est égale au cours moyen pondéré en fonction du volume d'une action ordinaire de la Société inscrite à la cote de la Bourse de Toronto des cinq jours de bourse consécutifs précédant immédiatement la date à laquelle la valeur est déterminée (la « valeur de l'UAR »). Les UAR sont acquises sur une période de trois ans, suivant la date d'émission, et le détenteur a le droit de recevoir en espèces la valeur de l'UAR pour chaque UAR acquise, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières, et sont remboursables à la date d'expiration.

Les UAR sont passées en charge à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice des UAR à la date de résiliation.

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2014, la Société a attribué 115 879 UAR. Une charge au titre des UAR de 383 000 \$ a été comptabilisée durant le trimestre et 115 879 UAR étaient en circulation au 30 septembre 2014.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 30 septembre 2014 et le 31 mars 2014 :

Poste	30 sept. 2014 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50,9	47,3	(3,6)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	63,8	66,0	(2,2)	Reflète essentiellement le recul des ventes au deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancé par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en devises étrangères, comparativement au 31 mars 2014 (impact de 0,2 million de dollars).
Stocks	132,0	134,0	(2,0)	Reflète essentiellement la baisse des stocks attribuable à une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires, déduction faite de l'accroissement des stocks lié à l'augmentation du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial.
Autres actifs à court terme	29,8	26,9	2,9	Reflète principalement l'augmentation des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement en lien avec le contrat du Boeing B-777, en partie contrebalancée par une baisse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir qui reflète les montants reçus au cours de l'exercice.
Immobilisations corporelles, montant net	100,2	92,3	7,9	Reflète principalement les acquisitions (15,4 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale), jumelées à l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des immobilisations corporelles des établissements à l'étranger (0,1 million de dollars), en partie contrebalancées par une charge d'amortissement (7,2 millions de dollars), ainsi que la cession d'immobilisations corporelles (0,4 million de dollars).
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	59,2	59,1	0,1	Reflète essentiellement les acquisitions (1,4 million de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale), en partie contrebalancées par une charge d'amortissement (1,2 million de dollars) ainsi que l'application d'un taux de change GBP/\$ CA moins élevé aux fins de conversion des actifs incorporels des établissements à l'étranger (0,1 million de dollars).
Comptes fournisseurs et charges à payer	48,9	57,6	(8,7)	Reflète principalement le recul des ventes au deuxième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancé par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devise américaine, par rapport au 31 mars 2014 (impact de 0,1 million de dollars).
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	4,4	3,8	0,6	Reflète principalement une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles non encore payées (impact de 1,0 million de dollars), comparativement au 31 mars 2014, en partie contrebalancée par une charge d'amortissement sur des produits différés (0,4 million de dollars).
Avances de clients	19,2	9,4	9,8	Reflète des paiements reçus d'un client en lien avec des contrats à long terme.
Facturations progressives (à court et à long terme)	9,3	7,7	1,6	Reflète principalement des paiements reçus d'un client relativement à un contrat à long terme.

Poste	30 sept. 2014 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Note explicative
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	102,3	148,9	(46,6)	Reflète les remboursements planifiés de la dette à long terme (2,7 millions de dollars) ainsi que le remboursement de 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) en vertu de la facilité de crédit, jumelés à l'incidence de la fluctuation des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US (1,6 million de dollars). La baisse a été en partie contrebalancée par un prélèvement effectué sur la facilité de crédit (16,2 millions de dollars), de nouveaux prêts gouvernementaux obtenus cette année en soutien aux investissements dans les programmes de développement (3,7 millions de dollars), la désactualisation au titre des intérêts sur l'augmentation des prêts des autorités gouvernementales (1,2 million de dollars) ainsi que l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,2 million de dollars).
Autres passifs	11,5	10,0	1,5	Augmentation résultant principalement de pertes sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société (2,1 millions de dollars), en partie contrebalancée par des paiements planifiés effectués au cours des six premiers mois de l'exercice.
Capital émis	75,1	26,2	48,9	Augmentation principalement attribuable au produit net (47,9 millions de dollars) tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants, jumelé à des impôts différés favorables (0,6 million de dollars) comptabilisés en lien avec les frais d'émission. L'augmentation reflète aussi l'émission d'actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions (0,2 million de dollars) ainsi que dans le cadre du régime d'achat d'actions (0,2 million de dollars).
Résultats non distribués	211,2	205,9	5,3	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 6,8 millions de dollars pour le premier semestre, en partie contrebalancé par les pertes nettes de 1,5 million de dollars résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société.

Aux 30 septembre 2014 et 31 mars 2014, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	30 septembre 2014	31 mars 2014
Ratio du fonds de roulement	2,70 : 1	2,71 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	50,9 millions \$	47,3 millions \$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,33 : 1	0,60 : 1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,18 : 1	0,43 : 1

(1): Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Au cours des trimestres et périodes de six mois clos les 30 septembre 2014 et 2013, l'aide gouvernementale, déduite du coût des actifs connexes ou comptabilisée en réduction des charges, se présente comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 30 septembre</u>		<u>Six mois clos</u> <u>les 30 septembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Autres actifs à court terme – dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement	1 221	—	1 221	—
Immobilisations corporelles	180	25	289	25
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	642	1 179	738	1 489
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	1 062	1 056	1 575	1 516

L'aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement ainsi que d'autres crédits et subventions.

Engagements, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités

Engagements

Au 30 septembre 2014, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 1,9 million de dollars portant sur des immeubles et des installations. L'essentiel de ces sommes est payable au cours des cinq prochains exercices. Par ailleurs, la valeur totale des engagements de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 54,7 millions de dollars (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés), dont un montant de 52,1 millions de dollars (38,5 millions de dollars au 31 mars 2014) est lié au contrat du Boeing B-777.

Au 30 septembre 2014, la Société avait émis une lettre de crédit d'un montant de 0,2 million de dollars (aucune au 31 mars 2014). Cette lettre de crédit a été émise afin de satisfaire à certaines exigences en lien avec le plan d'investissement en immobilisations de la Société.

Instruments dérivés, postes hors bilan

Au 30 septembre 2014, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 121,8 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0778 (dollar canadien par rapport au dollar américain). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes libellées en dollars US réalisées par les installations canadiennes de la Société, viennent à échéance à diverses dates entre le mois d'octobre 2014 et le mois de mars 2018, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 127,4 millions de dollars US et 115,1 millions de dollars US, respectivement, au 31 mars 2014 et au 30 septembre 2013, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0628 et 1,0321 respectivement.

Au 30 septembre 2014, 31 mars 2014 et 30 septembre 2013, la Société avait conclu une entente de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal total de 10 millions de dollars US. L'entente fixe le TIOL américain à 2,04 % et vient à échéance en décembre 2015.

Au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014, la Société avait aussi conclu deux ententes de swap de taux d'intérêt additionnelles pour un montant nominal total de 15 millions de dollars US. Ces ententes de swap de taux d'intérêt fixent le TIOL américain à 1,65 % pour la première tranche de 5 millions de dollars US à compter du mois de mars 2014, et à 2,38 % pour la seconde tranche de 10 millions de dollars US à compter du mois de décembre 2015, dans les deux cas jusqu'à leur échéance en décembre 2018.

Les taux des swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable. Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines, qui sont des institutions financières de première qualité conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011 et février 2014, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements à l'étranger. Certaines désignations demeuraient toujours en vigueur au 30 septembre 2014.

Éventualités

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems («UTAS»), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc. relativement à la fabrication de pistons. La date de l'arbitrage a été établie pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016.

La Société est en désaccord avec la position de Goodrich Corporation et croit agir en conformité avec ses ententes. Par conséquent, aucune provision n'avait été constituée au 30 septembre 2014 et au 31 mars 2014. Bien que la Société ne puisse prédire l'issue de ce processus d'arbitrage, elle a l'intention de défendre sa position dans cette affaire et dispose de motifs solides et sérieux pour ce faire dans le cadre du processus d'arbitrage.

MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2014, la Société a adopté de façon rétrospective la norme ci-dessous. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les chiffres comparatifs des périodes antérieures.

IFRIC 21, *Droits ou taxes*

L'IFRIC 21 précise le moment de la comptabilisation d'un passif au titre d'une sortie de ressources imposée par une autorité publique conformément à la législation, en fonction des activités qui entraînent ce paiement. Les droits ou taxes s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2014. La Société a adopté l'IFRIC 21 le 1^{er} avril 2014 et l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Modifications futures des méthodes comptables

IFRS 15

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients*, établit un modèle unique afin de déterminer le moment et le montant des produits pouvant être comptabilisés. Ces modifications s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2017, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière n'incluent pas les contrôles, politiques et procédures de APPH qui a été acquise le 3 février 2014, comme le permet le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières durant les 365 jours suivant une acquisition. Les résultats générés par APPH sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Héroux-Devtek au 30 septembre 2014, et représentaient environ 32 % du total de l'actif de la Société au 30 septembre 2014, et environ 28 % de ses revenus pour la période de six mois close à cette même date.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de la période de six mois clos le 30 septembre 2014 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek exploite ses activités dans des secteurs de marché comportant plusieurs facteurs de risque et incertitudes. Les risques décrits ci-dessous pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation et ils ne sont pas les seuls auxquels la Société doit faire face. Des risques supplémentaires et des incertitudes qui ne sont pas connus de la Société ou que, à l'heure actuelle, la Société considère comme étant sans importance pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses activités.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussion des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite
- Réussite de l'intégration de APPH (telle que définie ci-après); et
- Risques de litiges (tels que définis ci-après).

Risques associés à l'acquisition de APPH

L'acquisition par la Société d'APPH était importante et la Société pourrait ne pas parvenir à intégrer et à regrouper avec succès les activités, le personnel et la technologie de APPH avec ses activités en place. Si la gestion de l'intégration par la direction n'est pas une réussite, la Société pourrait ne pas concrétiser les occasions de croissance que cette acquisition devrait créer. Même si la Société est en mesure d'intégrer avec succès les activités de APPH, cette intégration ne permettra pas nécessairement de réaliser tous les avantages que l'on prévoit actuellement tirer des occasions de croissance, que ce soit dans le délai prévu ou dans l'absolu. L'intégration avec APPH peut également imposer d'importantes contraintes à la direction. Rien ne garantit que l'acquisition de APPH permettra d'améliorer les résultats d'exploitation.

Risques de litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'anticiper ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers \$, sauf les données par action)	Exercice 2015		Exercice 2014				Exercice 2013 ⁽¹⁾	
	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013	31 déc. 2012
Ventes découlant des activités poursuivies	84 086	86 408	91 212	61 448	56 402	62 972	73 816	61 742
BAlIA découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	9 215	10 009	7 728	7 170	6 254	7 747	10 031	7 672
BAlIA ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	9 978	10 360	13 249	8 286	6 518	7 747	10 031	7 672
Résultat net découlant des activités poursuivies	3 273	3 500	1 230	2 608	2 584	2 814	4 599	3 216
Résultat net ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	3 839	3 756	5 953	3 697	2 794	2 814	4 599	3 216
Résultat net découlant des activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	3 679	1 289
Résultat net	3 273	3 500	1 230	2 608	2 584	2 814	8 278	4 505
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué	0,09	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,15	0,10
Bénéfice par action ajusté découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué ⁽²⁾	0,11	0,12	0,19	0,12	0,09	0,09	0,15	0,10
Bénéfice par action (\$) – de base	0,09	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,26	0,14
Bénéfice par action (\$) – dilué	0,09	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,26	0,14
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions de dollars)	36,0	31,9	31,7	31,7	31,7	31,7	31,7	31,3

⁽¹⁾ Les résultats de l'exercice 2013 ont été retraités par suite de l'adoption de la version modifiée de l'IAS 19, *Avantages du personnel*.

⁽²⁾ *Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » plus haut.*

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent dans l'ensemble favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les plus récentes prévisions de l'IATA, le marché des passagers devrait enregistrer une croissance de 5,9 % au cours de l'année civile 2014, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 3,1 %¹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations des cadences prévues de production de plusieurs programmes jusqu'à l'année civile 2018². Les carnets de commandes des deux avionneurs demeurent bien remplis et représentent environ huit années de production aux cadences actuelles.

Dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont augmenté de 9,3 % au cours des neuf premiers mois de l'année civile 2014 et des signes positifs semblent encore indiquer que les conditions de marché continuent de s'améliorer. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a diminué au cours des douze derniers mois. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de plusieurs années au cours de laquelle l'on prévoit l'entrée en service des modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage³.

¹ Source : Performance économique de l'industrie du transport aérien, publié par l'IATA, le 2 juin 2014.

² Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 24 février 2014. Communiqués de presse de Boeing publiés les 2 octobre 2014, 20 mars 2014, 24 janvier 2014 et 31 octobre 2013.

³ Sources : JETNET, FAA, Teal Group.

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, le budget demandé par le département de la Défense pour le financement de ses activités de base pour l'exercice financier 2015 est comparable au financement adopté pour l'exercice 2014. Bien que les coupes budgétaires imposées par le Congrès (*Sequestration*) aient été éliminées jusqu'à la fin de l'exercice financier 2015 du gouvernement américain, les demandes de financement en cours au-delà de cet horizon surpassent les limites budgétaires établies, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la Société au cours de ses prochains exercices. Cependant, l'acquisition de APPH réduit l'exposition relative de la Société au marché militaire américain, de sorte que son portefeuille plus diversifié géographiquement dans le secteur militaire et constitué principalement de programmes d'envergure, jumelé à l'équilibre que la Société maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devrait atténuer ces éventuelles répercussions.

Le bilan de la Société demeure sain avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 50,9 millions de dollars au 30 septembre 2014. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 120 millions de dollars au cours des exercices 2015 et 2016, y compris des investissements d'environ 90 millions de dollars liés au contrat portant sur la fourniture des trains d'atterrissage du Boeing B-777.

Au 30 septembre 2014, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 450 millions de dollars, en hausse par rapport à 447 millions de dollars à la clôture du précédent trimestre. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Pour l'exercice en cours qui prendra fin le 31 mars 2015, Héroux-Devtek profitera de l'apport de APPH pendant un exercice complet, tandis que sur une base comparable, les ventes devraient demeurer relativement stables par rapport à l'exercice 2014, si l'on exclut l'incidence de la fluctuation des devises. Du fait que les forces motrices de ses principaux marchés ne devraient pas évoluer de manière importante, et toujours en excluant l'incidence de la fluctuation des devises, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes dans le marché de l'aérospatiale commerciale sera contrebalancée par un recul des ventes comparables dans le marché de l'aérospatiale militaire. Sur un horizon à plus long terme, la performance de Héroux-Devtek sera stimulée par la contribution initiale et la croissance subséquente de ses activités européennes, le démarrage du contrat du Boeing B-777, l'accélération de ses programmes de conception de trains d'atterrissage, l'atteinte de l'augmentation prévue des cadences de production des grands avions, une reprise soutenue dans le marché des jets d'affaires et des conditions plus stables dans le secteur militaire au-delà de l'exercice 2015.

Grâce à ces facteurs clés de croissance, la Société croit pouvoir réaliser des ventes d'environ 500 millions de dollars d'ici cinq ans, en supposant qu'aucune autre acquisition ne soit réalisée et que les taux de change entre le dollar canadien, le dollar américain et la livre sterling demeurent stables, et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 13 novembre 2014. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.